

Procès-verbal de l'assemblée générale de l'ADO du 24 juin 2024

L'assemblée générale de l'ADO s'est tenue le 24 juin 2024 à l'Hôtel National des Invalides, à PARIS. Elle a été présidée par le GCA(2s) Jean-Tristan VERNA qui ouvre la séance à 10h15. Après les mots d'accueil, il fait approuver le procès-verbal de l'assemblée générale de 2023 (résolution n°1) puis demande au délégué général de présenter l'ordre du jour. Le Lcl (er) CARABIN est nommée secrétaire de séance avec l'approbation de l'assemblée générale.

Ordre du jour

Préambule : Vote pour le renouvellement du Conseil d'administration

I – Rapport moral

11/ Intervention du président

12/ Bilan des activités 2023

121/ les effectifs

122/ les aides sociales

123/ les modes d'action

II– Rapport financier

21 – Comptes de l'année 2023

211/ Compte de résultat et bilan

212/ Rapport du commissaire aux comptes

213/ Affectation du résultat

22 - Perspectives

221/ Budget prévisionnel 2024

222/ Cotisations 2025

III – Renouvellement du conseil d'administration

IV – Questions diverses

Bilan des résolutions (vote à main levée)

24 membres à jour de leur cotisation ou membres à vie sont présents et participent aux votes. Chacun possède 11 pouvoirs. Il est ainsi recensé 264 votes exprimés.

Résolution n° 1

- Approbation à l'unanimité du PV de l'AG du 24 mai 2023

Résolution n° 2

- Approbation à l'unanimité du rapport moral

Résolution n° 3

- Approbation à l'unanimité des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Résolution n° 4

- Approbation à l'unanimité de l'affectation du résultat 2023

Résolution n° 5

- Approbation à l'unanimité du budget prévisionnel 2024

Résolution n° 6

- Approbation à l'unanimité du montant des cotisations 2025


Résolution n° 7

- Approbation à l'unanimité du bilan de gestion

Le PV est accompagné de 4 annexes (bilan des activités ; gestion annuelle de la dotation « BE » ; les budgets prévisionnels 2024).

Le Président

GCA (2s) Eric MARGAIL



La Secrétaire de séance

Lcl (er) Marie-France CARABIN



Préambule : Renouvellement du Conseil d'administration

- Candidats en 2024 :

- 3 administrateurs sollicitent le renouvellement de leur mandat : Lcl (er) BOUR, Mme CHEREAU, Mr LEMARIE
 - 1 candidat présente une première candidature : Mr JONCHERES
 - Ne sollicitent pas le renouvellement de leurs mandats : GCA (2s) VERNA, Mr MAUMONT
 - Présente sa démission : Mr BONHOMME
- Madame DELPHIN-POULAT, administratrice, est désignée comme scrutatrice durant le dépouillement des bulletins de vote.

I – RAPPORT MORAL

11 – Intervention du Président

Ce n'est pas sans une certaine émotion que je vous livre mon dernier rapport moral, mais la vie militaire a cela de bon qu'elle nous apprend à distinguer entre « être utile » et « se croire indispensable » ... Ce sera donc, comme toujours, avec le sentiment du devoir accompli, mais aussi avec la certitude que « la vie continuera après moi » que je quitterai aujourd'hui le conseil d'administration, sans regarder en arrière, mais avec d'excellents souvenirs.

Cette assemblée générale fait le bilan de l'ADO pour l'année écoulée et comme d'habitude, je laisserai le soin au délégué général et au trésorier général d'entrer dans le détail des chiffres. Cependant, ce qui est le plus important aujourd'hui, c'est que nous entamons ensemble les premiers pas de « Terre Fraternité - ADO ». En effet, au terme d'un processus administratif dont la lenteur nous a valu quelques sueurs froides, nos nouveaux statuts ont été officialisés par un arrêté du ministre de l'Intérieur du 21 mai. Ces statuts sont ceux qui ont été approuvés en 2023 par votre AG, ainsi que celle de Terre Fraternité. Nous pouvons donc, vous allez donc, entamer une nouvelle aventure de l'entraide associative.

Je tiens à remercier les deux DG successifs, le général Hérubel et le lieutenant-colonel Spiteri, qui ont conduit avec succès ce processus administratif compliqué.

Pour revenir au bilan 2023.

Sur le plan des opérations de l'association, l'année 2023 présente la particularité d'avoir été précisément conduite dans la perspective de la transformation décidée en 2022. Il s'ensuit que la nomenclature des actions de l'ADO a évolué dès l'été dernier. Cependant pour les personnes que nous aidons, rien n'a changé et l'équilibre s'est maintenu entre les différentes composantes de notre projet associatif : les orphelins constituent toujours la priorité de nos efforts, le soutien des familles en garnison, en complément de l'action sociale, reste sous contrôle, et nous veillons à lutter contre la précarité des personnes les plus vulnérables, notamment avec des allocations exceptionnelles pour les aider à faire face à l'inflation. La commission sociale traite désormais toutes les demandes d'aide, y compris celles concernant les blessés, avec la réactivité nécessaire.

ITF

Deux recommandations pour la lecture des chiffres qui vous seront détaillés dans quelques instants.

Le nombre des « aides » décidées pour 2023 reste stable par rapport aux années précédentes, sachant qu'il n'incorpore pas encore l'ensemble des actions liées au périmètre de Terre Fraternité. Cet indicateur est utile pour quantifier les points d'application au sein de la communauté Terre et pour mesurer la « productivité » de la délégation générale. En revanche, il ne traduit pas tout à fait l'impact social de notre action, impact qui est plus diffus et donc difficile à mesurer avec exactitude. Mais, par exemple, lorsque l'ADO finance le véhicule permettant à une famille de transporter ses cinq enfants dont deux très lourdement handicapés, notre action ne se résume pas à une aide, ne concerne pas seulement deux enfants : elle contribue à changer la vie d'une famille entière.

La seconde recommandation concerne les ressources financières ; vous allez vous plonger dans les comptes d'exploitation de l'année, dans le bilan, et je ne doute pas que vous y serez attentifs ! Mais, s'il est important de vérifier que le navire flotte bien, l'important est d'être assuré que son ballast lui permettra de naviguer par gros temps, c'est-à-dire de pouvoir faire face à une chute brutale des ressources ou à une montée tout aussi brutale des besoins... Donc, au-delà des colonnes de chiffres que vous allez lire, sachez que la gestion de nos ressources est sous-tendue par le maintien de notre capacité à assurer les cinq prochaines années de nos engagements fermes, c'est-à-dire ceux pris vis-à-vis des orphelins, et donc de leurs familles, leurs mères dans la plupart des cas. Je profite de cette allusion à nos sujets financiers pour souligner l'action éminente de notre trésorier général, Jean-Claude Bonhomme, dont la compétence et l'expérience sont sans nul doute à la source de notre excellente santé financière. Au moment où il va céder sa place, je le remercie en votre nom et, plus personnellement, je lui exprime toute ma gratitude pour l'aide qu'il m'a apportée lorsque des décisions de nature financière devaient être prises.

Je reviens sur le sujet des orphelins. A partir du moment où une personne, surtout dans notre communauté, franchit le pas d'un appel au secours, il n'y a pas de jugement à porter sur l'intensité de sa souffrance sociale, et si les aides ne sont pas automatiques, rares sont celles auxquelles nous ne répondons pas au moins partiellement. Il en va différemment vis-à-vis des orphelins, pour lesquels nous devons bien évidemment conserver le principe de l'automaticité, mais surtout rechercher l'efficacité maximale. L'objectif n'est pas « d'aider des orphelins » ; il est de contribuer à la réussite de futures vies d'hommes et femmes adultes.

L'aide aux plus jeunes vise à aider la maman à surmonter la brutalité avec laquelle elle doit affronter les réalités d'une famille monoparentale.

L'aide à la scolarité vise à soutenir la capacité de toute la famille à « penser à l'avenir » de façon positive.

Le soutien des études supérieures ou qualifiantes, avec les aides spécifiques qui l'accompagnent, vise à donner à chacun sa chance de réussir sa vie, en gommant les inégalités de revenu familial.

Depuis une dizaine d'années, l'effort financier en direction des orphelins n'a cessé de croître. Nous allons vous demander de l'accroître cette année encore, en y ajoutant une première ouverture en direction non plus des seuls orphelins, mais également en direction de certains enfants de blessés, sans se cacher que leur sélection sera autrement délicate à réaliser que celle des orphelins dont le statut, hélas, coule de source.

Je termine par un mot sur notre action au sein du dispositif d'ensemble de l'entraide associative.

Tout d'abord le comité d'entraide défense, dont je rappelle que depuis 2021, il nous regroupe avec l'Entraide Marine, la FOSA et Solidarité Défense. Même si elle reste discrète, l'action du CED vise à faire valoir la place de nos associations dans le dispositif d'ensemble de l'action sociale et de l'entraide. C'est important, au moment où de multiples offres de solidarité se présentent aux donateurs de toute taille. En particulier, nous devons offrir un front uni pour mettre en avant toutes les situations qui ne sont pas liées au service, et aux opérations. La présidence du CED va repasser dans quelques jours au président de votre association.

Par ailleurs, nous avons pris récemment l'initiative de réunir les principales associations qui, au sein de la communauté Terre, sont dotées d'une capacité d'entraide, certaines déjà en liaison étroite avec nous. Cet échange nous a permis de présenter notre nouvelle association, de partager nos visions du besoin et de définir les conditions d'une coopération efficace dans le respect des spécificités de chacun. Nous avons décidé de mettre en place une charte de la solidarité et de l'entraide de la communauté Terre, afin de partager quelques principes simples de coordination de nos actions et de coopération dans le soutien des camarades et des familles en difficulté. Terre Fraternité – ADO fournira la colonne vertébrale de cette coordination.

Au terme de ces huit années pendant lesquelles vous m'avez fait confiance pour conduire notre association, je voudrais à nouveau remercier tous ceux qui m'ont apporté leur aide et leur compréhension. En premier lieu, les membres, les administrateurs et les bureaux qui se sont succédé depuis 2016 : ensuite bien évidemment les deux délégués généraux qui se sont succédé et leur équipe, dont je souligne l'engagement magnifique pendant les années difficiles de la pandémie, puis face à la transformation engagée en 2022. Merci donc à tous.

Bien sûr, ces remerciements n'ont d'autre but que de vous inciter à faire encore mieux à l'avenir ! Je souhaite donc « bon vent » et « pleine réussite » au Général Margail et à vous tous.

12 – Compte rendu d'activité

121 – Les effectifs

L'ADO compte au 1^{er} janvier 2024, 14558 soutiens (3 372 membres et 11 186 donateurs). L'érosion des effectifs est inversée : l'ADO compte 3 480 donateurs supplémentaires issus de Terre Fraternité qui permettent, en 2023, de maintenir un niveau des dons toujours haut, de plus de deux millions d'euros (hors legs) – hausse très timide cependant, certains donateurs n'ayant pas renouvelé leur soutien cette année pour des raisons économiques ou d'organisation, malgré les relances. On note de plus la baisse du niveau moyen des dons.

Dans le détail, on relève :

- 1 110 sociétaires,
- 1 514 veuves,
- 748 membres à vie,
- 7 745 donateurs ADO et 3 441 donateurs ADO-TF.

TFE

122 – Les aides sociales (annexe 1)

Le nombre de secours financiers alloués par l'ADO en 2023 est en hausse (1587 au lieu de 1345). Cette augmentation résulte du transfert à l'ADO des dons reçus par TF et intégrés sur le compte ADO-TF géré par l'ADO. Ces aides financières concernent 4 catégories de personnes, les familles endeuillées, les personnes âgées, les familles en garnison et les blessés. Pour la 1ère fois, les blessés sont pris en compte dans les aides attribuées par l'ADO, la part de TF représentant globalement plus d'un tiers (35 %) des deux millions d'aides attribuées. Le regroupement avec TF a pour conséquence d'augmenter le pourcentage des aides de la communauté terre (95 % en 2023).

La mesure technique appliquée à la gestion des aides accordées aux orphelins est bien intégrée par les familles aidées à savoir, les anciennes bourses d'études (devenues des allocations de rentrée scolaire et universitaire (ARSU) pour lesquelles le comptage s'effectue désormais par famille).

Comparativement à 2022, il apparaît donc que la réalité des activités s'affiche encore une fois à la hausse.

En 2023, apparition dans le tableau de la catégorie « blessés », du fait de l'intégration dans la commission sociale de l'examen des actions d'entraide à leur profit :

- Aides attribuées sur demande de la Cellule d'Aide aux Blessés de l'armée de Terre (CABAT) au profit de camarades se reconstruisant par le sport, en insertion via le dispositif OMEGA. L'aide dans ces cas va directement aux intéressés.
- Aides directes aux activités de la CABAT : stages sportifs, stages de cohésion au profit de blessés physiques et/ou psychiques mais non pris en charge par l'institution. L'aide dans ces cas consiste en paiement d'arrhes ou de factures aux fournisseurs divers (gîtes, prestataires de services, location de matériels).

En parallèle, les secteurs d'entraide traditionnels en croissance sont :

- Les aides exceptionnelles (AE) qui ont été cette année augmentées au profit des familles et des seniors en situation précaire du fait de l'augmentation du coût de la vie.

Le périmètre d'action du Comité de l'Entraide Défense (CED) a vu en revanche baisser le flux des dons spécifiques en raison de retard dans l'arrivée des fonds d'un donateur pour l'exercice 2023.

123 – Les modes d'action

Le président, dans son intervention, a fait le point sur ce sujet. A ce stade du rapport d'activités, il convient de souligner la grande nouveauté reflétée dans l'évolution des aides sociales présentée ci-dessus.

A la suite de l'assemblée générale du 4 juillet 2023, tenue dans les mêmes termes le même jour dans celle de Terre Fraternité, les deux associations se sont placées dans un dispositif préparant le regroupement :

- Le secrétaire général de TF est devenu délégué général de l'ADO le 1^{er} septembre 2023
- Une employée de TF a été placée en position de liaison entre la CABAT et l'ADO
- Les dons à Terre Fraternité ont été orientés à l'ADO, soit par transfert de fonds de TF à l'ADO, soit par transmission directe d'un relevé d'identité bancaire de l'Ado aux donateurs TF.
- La commission sociale de l'ADO est devenue le point de décision unique de toutes les aides sociales, incluant les aides aux blessés en service et en opération et les activités CABAT, autrefois gérées de façon autonome par TF.

Ce dispositif à présent rodé donne satisfaction : ce mode d'action est transparent pour les bénéficiaires qui n'ont pas eu à souffrir de cette adaptation. Il est également beaucoup plus simple à expliquer aux donateurs, qui ont parfaitement compris la démarche, moins génératrice de retards singulièrement dans le traitement des reçus fiscaux.

La CABAT s'est adaptée sans à-coup à l'établissement des demandes et au rythme de la commission sociale.

Enfin, ce combat de simplification pour l'intérêt général est gagné puisque la cause de tous les blessés et toutes les familles endeuillées a été reconnue par le général CEMAT en même temps qu'il exprimait sa satisfaction de voir TF et l'ADO se regrouper. Les formations de l'armée de Terre ont de la même manière intégré la démarche, ceci transparaît dans les échanges lors des déplacements du président ou du délégué général dans les unités pour remercier les donateurs, et dans la fidélité qu'elles manifestent pour envoyer leurs dons.

Au terme de cette présentation, le rapport moral est soumis au vote de l'assemblée.

Résolution n° 2

Le rapport moral est approuvé à l'unanimité.

II – RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE 2023

21. comptes annuels

211 - Compte de résultats et bilan 2023

Au terme de l'exposé du Délégué Général, l'examen des comptes de l'exercice 2023 appelle les observations complémentaires suivantes :

1 - AU COMPTE DE RESULTAT

1-1. - LES PRODUITS

Ils s'élèvent globalement à 2 802 622 €.

Ils apparaissent supérieurs de 190 641 €, soit de 7 % à ceux de l'exercice 2022

Pour l'essentiel, nous observons :

1.1.1 - EN PRODUITS D'EXPLOITATION

Un accroissement de 47 823 € de la masse des dons comptabilisés correspondant à 2,3%, et se caractérisant par :

*une progression de 351 674 € pour TF atténuée pour partie par :

* une diminution de 112 480 € pour l'ADO et de 191 371 € pour le CED

1.1.2- EN PRODUITS FINANCIERS

Après compensation des produits par les charges correspondantes, le montant net s'élève à 280 814 €.

Il ressort supérieur de 159 897 € à celui de l'exercice précédent marquant une évolution de 132 %.

Pour autant que nécessaire ce constat confirme le bien fondé de nos placements, dans la durée, et comme déjà indiqué, leur caractère sécurisant, inhérent aux choix des investissements.

1.1.3 – EN PRODUITS EXCEPTIONNELS

En comparaison de la charge nette de 16 664 € constatée au terme de l'exercice précédent, nous observons un produit net de 50 412 € en 2023, par suite de la comptabilisation de deux legs.

1-2. LES CHARGES

Elles passent de 2 963 179 € en 2022, à 3 202 790 € en 2023, traduisant ainsi une augmentation de 239 611 €.

Les mouvements significatifs concernent uniquement les CHARGES D'EXPLOITATION qui apparaissent supérieures de 255 574 € à celles constatées à la clôture 2022.

Cette progression résulte de l'évolution de trois postes :

1.2-1- Le premier concerne, comme prévu, les salaires et charges afférentes, dont la masse est supérieure de 47 096 €, du fait du mouvement de personnel intervenu au cours de l'année.

1.2.2 – Le deuxième, celui des dotations aux provisions pour risques et charges ressort à un montant de 202 814 €, à rapprocher des 2 608 € observés au terme de 2022.

Ce compte inclut une dépréciation de 198 000 € appliquée au legs GUIGUES.

Cette imputation résulte de l'impératif de comptabilisation du bien dévolu, au montant retenu dans l'acte notarié, en l'espèce 825 000 €, alors que l'état du marché immobilier, selon l'expert, ne permettrait pas de conclure une vente supérieure à 627 000 € ; d'où la nécessité de constituer une dépréciation à due concurrence de la différence.

1;2-3 - le troisième et dernier domaine, relatif aux prestations sociales, fait apparaître un accroissement global de 279 640 € se répartissant en:

- * une augmentation de 325 002 € pour TF

- * une régression de 45 362 € pour l'ADO

En conclusion du compte de résultat :

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2023 ressort déficitaire de 718 194 €.

Après atténuation par les 280 814 € de produits financiers et les 50 412 € de produits exceptionnels, le résultat déficitaire de l'exercice ressort à - 400 168 € au compte de résultat.

Considérant par ailleurs la provision pour dépréciation de 198 000 €, évoquée précédemment, appliquée à une entrée, en immobilisation, au bilan, de 825 000 €, ce résultat ne constitue pas un facteur d'inquiétude,

2- AU BILAN

2.1- L'ACTIF, d'un montant de 6 359 395 €, se décline en quatre postes, dont deux appellent un commentaire :

2.1-1 L'actif net immobilisé s'établit à 636 434 €, après intégration du legs GUIGUES, déjà évoqué, pour un montant de 627 000€ correspondant au montant estimé de la vente du bien, Ce poste ressortait à 11 346 € en clôture 2022

2.1-2 L'actif circulant qui porte inventaire des placements, et de la trésorerie disponible, apparaît supérieur de 157 170 € à celui constaté un an auparavant.

S'agissant du portefeuille- titres, nous avons constaté dans une photographie instantanée au dernier jour de l'exercice précédent une moins-value latente de 62 419 €.

Une démarche similaire conduite au 31 décembre 2023 permet d'observer que les 4 100 673 € de titres investis extériorisent une plus-value latente de 288 459 €.

2.2 – LE PASSIF recense quatre sections principales :

2.2-1 Les fonds propres, qui s'établissent à 4 508 233 € ressortent en régression de 155 984 euros.

Bien que l'on constate un abondement de 244 184 € de la réserve T.F. deux mouvements interviennent en atténuation :

MF

ET

* d'une part, l'augmentation de 48 771 € du résultat déficitaire de l'exercice 2023, qui s'établit à -400 168 €,

* d'autre part l'imputation des -351 397 € de résultat de l'exercice 2022

1. 2.2-2 - La provision pour charges a été actualisée à 610 250 € afin de répondre aux engagements contractuels de l'A.D. O en matière de bourses d'études

2.2-3- Les 507 724 € imputés aux fonds dédiés, comptabilisent la quote-part de 40 % du legs précité, soit 330 000 €, acquis à l'ADO en application des dispositions testamentaires du léguant.

2.2-4 Les dettes à la clôture qui marquent un accroissement significatif de 540 791 € en passant de 191 372 € à la clôture 2022, à 732 163 € à l'arrêté 2023, intègrent le reversement à T.F des 60 % résiduels du legs GUIGUES, soit 495 126 €

Le total du bilan est arrêté à 6 359 395 €.

Il progresse de 786 616 €,

Par ailleurs, l'actif net de l'Association s'établit à 5 626 207 €, en progression de 248 266 € en un an

Ce constat corrobore donc la satisfaction exprimée précédemment, en conclusion des opérations du Compte de Résultat

212 – Rapport du commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes lit son rapport.

Il rappelle la procédure de contrôles aléatoires et de vérifications entre les entrées et l'établissement des reçus fiscaux. La mise en œuvre des mesures transitoires n'a entraîné aucune irrégularité.

Il confirme à l'assemblée générale la certification des comptes sans réserve.

Après la lecture du rapport du commissaire aux comptes, il est proposé à l'assemblée d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Résolution n°3

Approbation à l'unanimité des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

213 - Affectation du résultat 2023

L'affectation du résultat est proposée au vote.

Le résultat négatif d'un montant de - 351 398 € est affecté aux autres réserves de l'association ainsi portées à 2 087 556 €.

Résolution n°4

Approbation à l'unanimité de l'affectation du résultat 2023

MF

RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE 2023

22. Perspectives

221 – Budget prévisionnel 2024 (annexes 2 & 3)

L'élaboration du budget prévisionnel 2024 a pris en compte la mise en œuvre de la phase transitoire préparatoire au regroupement des deux associations, initialement conçu pour être réalisé le 1^{er} janvier 2024.

1- Nouvelle architecture du budget social dans le cadre du regroupement TF-ADO

Jusqu'à ce jour, la classification des aides sociales était guidée par le partenariat avec TF en distinguant les actions financées par TF et les autres, dites financées par les ressources générales. Le regroupement rend *de facto* obsolète cette présentation.

L'ordonnancement de nos actions respecte les priorités exprimées dans le projet associatif. Ainsi, les secours financiers relèveront de 5 chapitres de dépenses : l'aide aux blessés, le soutien des familles endeuillées, les seniors, l'intervention au profit des familles en garnison et la participation de l'association à toutes mesures concourant au développement des œuvres d'entraide au sein des armées.

Le distinguo ADO-TF disparaît et le suivi des dépenses s'inscrit tel qu'en apparaît le détail dans la colonne 2024 du tableau présenté en annexe 2. Le bilan social est alors estimé à 2 500 000 € en révélant immédiatement l'envergure des deux associations rassemblées.

2- Provisionnement de la dotation pour faire face à l'engagement financier lié au dispositif des Bourses d'études (annexe n°4)

La mise en place d'une provision pour charges afin d'assurer les engagements financiers pris à l'égard des orphelins bénéficiaires d'une BE a été initiée lors de l'AG 2023. Pour rappel, la dotation initiale a été de 536 000 € au titre de l'exercice 2022. Ce dispositif doit être actualisé tous les ans.

A terme, et en principe, provisions et reprises de provisions annuelles s'équilibreront. A titre indicatif la dotation pour charges s'inscrira, au bilan 2024, à hauteur de 610 000 €.

3- Budget prévisionnel 2024 (annexe n°3)

Ces nouvelles dispositions étant prises, le budget 2024 peut être présenté dans sa forme traditionnelle et globale.

- Les charges

Les frais de fonctionnement apparaissent à 484 000 € prenant en compte les frais liés aux opérations caritatives et l'accompagnement social. Selon la définition courante des frais de gestion, ils représentent environ 12% du total exploitation. Le provisionnement de 320 200 € reconstituera la dotation initiale mise en œuvre au titre des BE conformément à ce qui a été présenté plus haut.

Concernant les aides sociales, il est proposé de revaloriser en 2024 les allocations ARSU et APS (pour orphelins scolarisés et seniors), ce qui représenterait une augmentation de 120 000€, d'étudier l'attribution d'ARSU à des enfants de blessés, d'étudier des aides

ponctuelles aux aidants. Le soutien de projets de blessés des maisons ATHOS est également envisagé, à hauteur maximum de 60 000€.

La piste de renforcer l'aide aux blessés hors service est également prise en compte dans l'augmentation du chapitre « blessés », qui passe de 290 000€ à 600 000€ (ceci inclut la prise en compte des activités CABAT sur la totalité de l'année et non à compter du 1^{er} septembre comme en 2023).

- Les ressources

Les dons sont envisagés à hauteur de 2 500 000 euros, ce qui paraît réaliste au vu des données statistiques. Une reprise de provisions de 320 200 € sur la dotation initiale est effectuée. La conclusion d'un legs permet d'envisager au minimum 627 000 € de produits exceptionnels.

Au bilan les charges et les ressources s'équilibreront aux alentours de 4 220 000€.

Résolution n°5

Approbation à l'unanimité du budget prévisionnel 2024

222 – Cotisations 2025

Compte tenu de l'entrée en vigueur des statuts modifiés au 1^{er} janvier 2024, notamment dans la définition de la qualité de membre, il est proposé de maintenir en état le montant des cotisations en 2025.

Il est proposé, pour obtenir le statut de membre bienfaiteur, de passer le niveau minimum des dons à 3 000 € pour une personne physique et pour une personne morale à 20 000 € si elle est organisatrice d'événements et à 3 000 € si elle est simple donateur.

Résolution n°6

Approbation à l'unanimité du maintien du montant des cotisations en 2025 et du seuil des dons proposés pour les statuts de membre bienfaiteur

Résolution n°9

Approbation à l'unanimité du bilan de gestion de l'année 2023

III / RENOUELEMENT DU CA

Election à l'unanimité des 4 candidats qui se sont présentés :

Lcl (er) BOUR, Mme CHEREAU, Mr LEMARIE, Mr JONCHERES

Le conseil d'administration est appelé à se réunir en fin de séance afin de procéder à l'élection du Bureau.

IV / QUESTIONS DIVERSES

41- CALENDRIER 2024-2025

Réunion du Bureau : mercredi 16 octobre 2024, 9h30, à Vincennes
Réunion du CA : vendredi 15 novembre 2024, 14h30 aux Invalides, à confirmer
Réunion du Bureau : mercredi 19 mars 2025, à Vincennes
Réunion du CA : mercredi 16 avril 2025 à Vincennes
Assemblée générale 2025 : Mai-Juin 2025 – lieu et date à confirmer- (agenda du CEMAT)

Le Président lève la séance à 11 H 30

DBR AUDIT

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ŒUVRES D'ENTRAIDE DANS L'ARMEE

Association reconnue d'utilité publique depuis 1939

Case 104 Fort Neuf de Vincennes
Cours des Maréchaux
75614 Paris Cedex 12

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ŒUVRES D'ENTRAIDE DANS L'ARMEE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ŒUVRES D'ENTRAIDE DANS L'ARMEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble de ces comptes, notamment pour ce qui concerne :

- les opérations confiées par TERRE FRATERNITE.
- la comptabilisation au passif de votre bilan d'une provision d'un montant de 610.200€ ayant pour objet la couverture des frais relatifs aux bourses d'études, pour lesquelles votre association d'ores et déjà est engagée jusqu'en 2027.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier Général et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris le 6 juin 2024

DBR AUDIT
Commissaire aux Comptes



Patrick RIOU

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	21 193,28	11 758,79	9 434,49	9 544,65	- 110
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	825 000,00	198 000,00	627 000,00		627 000
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts				1 800,02	- 1 800
Autres					
TOTAL (I)	846 193,28	209 758,79	636 434,49	11 344,67	625 090
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	729,59		729,59		730
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés					
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	5 598,14		5 598,14		5 598
Valeurs mobilières de placement	4 100 672,99		4 100 672,99	4 205 257,98	- 104 585
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 611 721,72		1 611 721,72	1 349 967,43	261 754
Charges constatées d'avance	4 238,91		4 238,91	6 207,62	- 1 969
TOTAL (II)	5 722 961,35		5 722 961,35	5 561 433,03	161 528
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	6 569 154,63	209 758,79	6 359 395,84	5 572 777,70	786 618

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	1 452 539,00	1 452 539,00	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles	728 212,99	728 212,99	
. Réserves pour projet de l'entité	2 727 648,89	2 834 862,21	- 107 213
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	-400 167,66	-351 397,86	- 48 770
Situation nette (sous total)	4 508 233,22	4 664 216,34	- 155 983
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	4 508 233,22	4 664 216,34	- 155 983
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	330 000,00		330 000
Fonds dédiés	177 724,39	177 724,39	
TOTAL (II)	507 724,39	177 724,39	330 000
Provisions			
Provisions pour risques	50,00		50
Provisions pour charges	610 200,00	536 000,00	74 200
TOTAL (III)	610 250,00	536 000,00	74 250
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 055,77	10 132,44	12 923
Dettes des legs ou donations	495 126,00		495 126
Dettes fiscales et sociales	53 393,09	58 757,56	- 5 364
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 167,80	3 285,60	- 1 118
Autres dettes	158 420,57	119 195,37	39 225
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	1 025,00	3 466,00	- 2 441
TOTAL (IV)	733 188,23	194 836,97	538 351
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	6 359 395,84	5 572 777,70	786 618
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	25 305,00	28 800,00	- 3 495	-12,14
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens		30 000,00	- 30 000	-100
. dont ventes de dons en nature		30 000,00	- 30 000	-100
. Ventes de prestations de services	84,00		84	N/S
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	77 400,00	57 400,00	20 000	34,84
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie		-1 658 703,52	1 658 704	-100
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	246 000,00	300 080,48	- 54 080	-18,02
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	2 122 607,24	2 074 784,14	47 823	2,30
Total des produits d'exploitation (I)	2 471 396,24	832 361,10	1 639 035	196,91
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	177 135,47	165 904,89	11 231	6,77
Aides financières	1 938 344,25		1 938 344	N/S
Impôts, taxes et versements assimilés	342,26	451,00	- 109	-24,11
Salaires et traitements	211 388,83	179 237,60	32 151	17,94
Charges sociales	95 131,51	80 187,00	14 945	18,64
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	202 813,56	2 608,13	200 205	N/S
Dotations aux provisions	320 250,00	536 000,00	- 215 750	-40,25
Reports en fonds dédiés	244 184,54	310 924,16	- 66 740	-21,46
Autres charges				
Total des charges d'exploitation (II)	3 189 590,42	1 275 312,78	1 914 278	150,10
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-718 194,18	-442 951,68	- 275 243	62,14
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	132 841,95	123 883,28	8 959	7,23
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	214 654,54	58 095,93	156 559	269,48
Total des produits financiers (III)	347 496,49	181 979,21	165 517	90,95
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	115,81		116	N/S
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements	66 567,74	61 061,93	5 506	9,02

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	66 683,55	61 061,93	5 622	9,21
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	280 812,94	120 917,28	159 896	132,24
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-437 381,24	-322 034,40	- 115 347	35,82
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	50 413,64	635,54	49 778	N/S
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	50 413,64	635,54	49 778	N/S
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	0,06	17 500,00	- 17 500	-100,00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	0,06	17 500,00	- 17 500	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	50 413,58	-16 864,46	67 278	398,93
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	13 200,00	12 499,00	701	5,61
Total des produits (I + III + IV)	2 869 306,37	1 014 975,85	1 854 331	182,70
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 269 474,03	1 366 373,71	1 903 100	139,28
EXCEDENT OU DEFICIT	-400 167,66	-351 397,86	- 48 770	13,88
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations

PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées
- Description des moyens mis en oeuvre

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 359 395,84 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 400 167,66 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 09/04/2024 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association a reçu, par acte notarié daté du 29 novembre 2023, un leg significatif d'un ensemble immobilier situé à Versailles, avec à charge de délivrer 60% de ce leg à Terre Fraternité.

L'association a décidé de céder cet ensemble immobilier qui n'a pas encore été vendu à la date d'arrêté des comptes. Ainsi, la quote part revenant à l'association ADO a été reportée en fonds dédiés pour 330 KEUR.

OL'ensemble immobilier a été porté à l'actif du bilan au 31 décembre 2023 pour 825 KEUR mais a été déprécié à hauteur de 198 KEUR compte tenu de l'évolution défavorable du marché immobilier et du mauvais état du bien.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Matériel de bureau et informatique	3 ans

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	16 490	4 703		21 193
Immobilisations financières	1 800		1 800	
TOTAL	18 290	4 703	1 800	21 193

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	16 490	4 703		21 193
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	16 490	4 703		21 193
TOTAL GENERAL (I+II)	16 490	4 703		21 193

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	4 239	4 239	
TOTAL	4 239	4 239	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	210
TOTAL	210

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 452 539				1 452 539
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	3 563 075	-351 398	244 185		3 455 862
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-351 398	351 398	-400 168		-400 168
Dont générosité du public					
Situation nette	4 664 216		-155 983		4 508 233
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	4 664 216		-155 983		4 508 233
TOTAL dont générosité du public					

Fonds reportés liés aux legs ou donations

- Solde à l'ouverture: 0 Euros
- Variations de l'exercice: augmentation de 330 000 euros
- Solde à la clôture: 330 000 euros.

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	536 000	320 200	246 000	610 250
TOTAL (II)	536 000	320 200	246 000	610 250
TOTAL GENERAL (I+II)	536 000	320 200	246 000	610 250
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		320 200	246 000	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	23 056	23 056		
Dettes fiscales et sociales	53 393	53 393		
Dettes sur immobilisations	2 168	2 168		
Autres dettes	653 547	653 547		
Produits constatés d'avance	1 025	1 025		
TOTAL	733 188	733 188		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	22 501
Dettes fiscales et sociales	17 130
Autres dettes	155 712
TOTAL	195 342

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

- Subvention Etat Défense CSIA: 45 200 euros
- Subvention Terre Fraternité: 17 200 euros
- Subvention Vulnérati: 15 000 euros.

Legs, donations et assurances-vie

	Montants
PRODUITS	46 607
Montant perçu au titre d'assurances-vie	46 607
Montant de la rubrique de produits « legs ou donations » définie à l'article 213-9	
Prix de vente de biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	330 000
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report de fonds reportés liés aux legs ou donations	330 000
Solde de la rubrique	46 607

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	50 414
Sur opérations de gestion	50 414
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	0
Sur opérations de gestion	0
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	50 414

Annexes Associations (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres	3	
TOTAL	4	0

AUTRES ANNEXES POUR LES ASSOCIATIONS FAISANT APPEL A LA
GENEROSITE DU PUBLIC

Compte de résultat par origine et par destination

A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N TOTAL	EXERCICE N Dont générosité du public	EXERCICE N-1 TOTAL	EXERCICE N-1 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	25 305	25 305	28 800	28 800
1.2 Donc, legs et mécénats				
- Dons manuels	2 122 607	2 122 607	2 074 784	2 074 784
- Legs, donations et assurances-vie	376 607	376 607		
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public				
3-SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	77 400		57 400	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	246 000		300 080	
5-UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	2 847 919	2 524 519	2 461 065	2 103 584
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 938 344		1 658 704	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	529 295		830 336	
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	523 064			538 608
5-IMPOTS SUR LES BENEFICES	13 200		12 499	
6-REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	244 185		310 924	
TOTAL	3 248 087		2 812 462	538 608
EXCEDENT OU DEFICIT	-400 168	2 524 519	-351 398	1 564 976

B – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N TOTAL	EXERCICE N Dont générosité du public	EXERCICE N-1 TOTAL	EXERCICE N-1 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Donc en nature				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Donc en nature				
TOTAL				
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL				

Missions sociales

Les missions sociales de l'ADO sont remplies par une commission se réunissant deux fois par mois et qui statue de façon indépendante sur les demandes d'aides qui lui parviennent soit via l'intermédiaire de la Cellule d'Aide aux Blessés de l'armée de Terre (CABAT), soit via les assistantes sociales des armées, soit directement par des ressortissants ou familles de l'armée de Terre. Le montant total des aides allouées en 2023 est d'un peu plus de 1 938 000 euros.

Les aides accordées se sont réparties entre diverses catégories:

- Les blessés : 292 000€
- Les familles endeuillées : 1 371 000€, avec le découpage suivant :
 - o Aides exceptionnelles : 208 000€
 - o Bourses d'études : 412 000€
 - o Allocation de rentrée scolaire et universitaire : 507 000€
 - o Allocation « orphelins » : 244 000€
- Les familles en garnison : 59 000€
- Les seniors : 95 000€
- Les projets collectifs : 123 000€

La nouveauté de 2023 est l'apparition des aides aux blessés, en cohérence avec la démarche approuvée par l'assemblée générale du 4 juillet 2023 dans la perspective d'une prise en compte de l'ensemble de la communauté Terre.

Dotations aux provisions et dépréciations

La part des dotations aux provisions et dépréciations relative à la générosité du public ainsi que le report en fonds dédiés figurent dans le compte de résultat par origine et destination.

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public. Contrairement

aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.